LA CROIX

En Inde, « le pouvoir est en passe d'établir de facto un État hindou »

Par **Recueilli par Olivier Tallès**, le 8/1/2019 à 02h32

Les traditionalistes hindous continuent de s'opposer à l'entrée des femmes dans le grand temple d'Ayyappa à Sabarimala, dans l'État de Kerala (sud).

Le 28 septembre 2018, la Cour suprême avait jugé cette mesure discriminatoire, mettant fin à vingt ans de bataille judiciaire. Bravant les manifestants, trois femmes protégées par la police ont réussi à pénétrer dans le sanctuaire ces derniers jours.

Christophe Jaffrelot, directeur de recherche au CERI-Sciences Po/CNRS, revient sur les enjeux politiques et sociétaux qui se cachent derrière la question religieuse du temple d'Ayyapa.

La Croix : **Quelle est l'origine de la crise actuelle autour de l'accès au temple d'Ayyappa ?**

Christophe Jaffrelot : La Cour suprême s'est prononcée en septembre 2018 en faveur de l'ouverture du temple à tous. Les femmes qui étaient en âge de procréer en étaient exclues jusqu'alors, au motif que leur présence était jugée offensante pour le Dieu Ayyappa, une divinité ayant fait vœux de célibat, selon une

tradition locale. De façon plus générale, avoir ses règles rend la femme impure dans l'hindouisme et l'amène à rester à l'écart. Cette pratique était observée avec une rigueur particulière au sanctuaire d'Ayyappa, une divinité ascète et chaste.

Largement instrumentalisée par les partis politiques, cette question religieuse a débouché, en réaction, sur une mobilisation féministe de grande ampleur qui a fait de l'accès au temple un motif supplémentaire pour revendiquer la reconnaissance du droit des femmes à l'égalité. Ce mouvement de la société civile tout à fait spectaculaire s'est traduit le 1er janvier par la formation d'une chaîne humaine faite uniquement de femmes de plus de 600 kilomètres à travers le Kerala. Ces femmes ont reçu le soutien du chef du gouvernement de cet État, issu des rangs de la majorité communiste, laquelle promeut l'égalité entre les castes.

<u>En Inde, controverse après l'entrée de deux femmes dans un temple hindou</u>

Qui sont les opposants à l'entrée des femmes dans le temple ?

C. J. : Il s'agit en premier lieu des nationalistes hindous. Outre le BJP *(parti du peuple indien, droit nationaliste, NDLR)*, très minoritaire à l'assemblée du Kerala avec seulement un élu, on retrouve principalement parmi les opposants le mouvement du RSS, la matrice idéologique du BJP qui est très bien implanté dans cet État. Beaucoup de manifestants sont des hommes jeunes, issus des hautes castes, souvent victimes de sous-emploi et également menacés de déclassement par l'affirmation des basses castes. À New Delhi, le premier ministre Narendra Modi est resté silencieux sur le sujet, mais son bras droit, le président du BJP, Amit Shah, est monté au créneau pour défendre les *« traditions »*.

Enfin, le Parti du Congrès, principal rival des communistes au Kerala, s'est montré ambivalent : s'il se dit en faveur de l'égalité hommes-femmes, il demande à respecter les croyances. Ses représentants cherchent à rassurer l'électorat traditionaliste à quatre mois des élections législatives.

<u>En Inde, les nationalistes hindous perdent du terrain</u>

Qu'est-ce ce qui se joue aussi dans la bataille du temple ?

C. J. : Les juges observent de très près cette affaire. En appelant les militants à bloquer l'accès au temple, le RSS entend remettre en cause le pouvoir de la Cour suprême sur les questions religieuses. Ce qui est valable à Sabarimala l'est aussi dans d'autres d'endroits de l'Inde : de nombreuses décisions de justice ne sont plus suivies d'effet. Les années du gouvernement de Narendra Modi sont marquées par une dégradation de l'état de droit, que ce soit en matière de justice ou de police.

Il y a quelques semaines, un officier de police a d'ailleurs été assassiné par des émeutiers alors qu'il menait une enquête sur le lynchage d'un musulman par des extrémistes hindous. On a laissé la bride sur le cou à des milices adeptes de la violence, on a empêché la police d'agir, et on a renoncé à suivre les décisions de justice. Au final, le pouvoir est en passe d'établir de facto un État hindou, en prétendant laisser s'exprimer la volonté du *« peuple »* et respecter *« ses sentiments religieux »*.

Recueilli par Olivier Tallès